

BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
23 septembre au 25 octobre 2024

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement dévoile les ambitions de son projet de loi sur les données, la *Data Use and Access Bill*

Economie numérique et régulation

- Le gouvernement britannique a créé le '*Regulatory Innovation Office*', le Bureau de l'innovation réglementaire, pour accélérer la diffusion des innovations au R-U
- Un groupe d'experts a été nommé par le gouvernement pour l'aider à mobiliser le potentiel des nouvelles technologies dans les services publics
- Le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont signé un accord bilatéral sur la sécurité en ligne des enfants
- Le Royaume-Uni et l'ASEAN se sont réunis à Singapour dans le cadre du programme *i-Teams*, censé favoriser la commercialisation des innovations
- Le Royaume-Uni a participé à la réunion des ministres du numérique et de la technologie des pays du G7 en Italie

Télécommunications et réseaux

- *Vodafone* et *Three* ont répondu aux conclusions provisoires de l'Autorité de la concurrence britannique

Données et intelligence artificielle

- L'institut de la sécurité de l'IA britannique, l'*AI Safety Institute*, lance son premier programme de financement de la recherche sur la sécurité systémique de l'IA
- 4 entreprises américaines ont annoncé qu'elles investiront 6,3 Mds£ dans la construction de centres de données au Royaume-Uni
- *Open-AI* s'est exprimé en faveur de l'adoption d'une régulation sur l'intelligence artificielle au Royaume-Uni

Cybersécurité

- Le gouvernement britannique précise les ambitions de son projet de loi sur la cybersécurité
- L'opérateur public britannique de la plus grande décharge nucléaire d'Europe a été condamné pour des manquements en matière de cybersécurité

Spatial

- Le Royaume-Uni et le Canada collaborent dans le domaine de la surveillance des satellites
- La station terrestre Gonhilly fournira des services de communication dans l'espace à l'Agence Spatiale Britannique
- Le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande s'accordent sur un plan d'action pour les missions de retrait et d'entretien des satellites

Nouvelles technologies

- L'industrie britannique des semi-conducteurs reçoit un nouveau soutien du gouvernement
- Le gouvernement britannique répond aux recommandations du *Regulatory Horizons Council* sur la réglementation des applications de la technologie quantique

Ecosystème tech

- *Quantum Exponential* se retire du marché boursier
- *Meta* s'associe aux banques britanniques pour lutter contre la fraude en ligne
- *Meta AI*, un concurrent de *ChatGPT*, a été lancé au Royaume-Uni

Fait marquant :

Le gouvernement dévoile les ambitions de son projet de loi sur les données, la *Data Use and Access Bill*

Conformément aux annonces effectuées lors du Discours du Roi, le [gouvernement a présenté au Parlement le 23 octobre son projet de loi sur l'utilisation et l'accès aux données](#), la *Data Use and Access Bill*. Cette réglementation vise à débloquer l'utilisation sûre et efficace des données pour l'intérêt général, et possède 3 objectifs principaux :

- **Améliorer les services publics** : le projet de loi prévoit de réduire les charges administratives pesant sur les policiers afin de leur libérer 1,5 millions d'heures par an, ce qui permettrait à l'Etat britannique de faire 42,8 M£ d'économies. Le gouvernement souhaite également rendre les données des patients plus facilement transférables au sein du NHS, libérant 140 000 heures de travail chaque année pour le personnel du NHS, tout en assurant que des protocoles de sécurité stricts seront mis en place.
- **Stimuler l'économie britannique** : les gains potentiels pour l'économie britannique de ce projet de loi sont évalués à 10 Mds£ dans les 10 prochaines années, réalisés grâce au soutien à l'Open Banking, et au partage d'informations des clients à des tiers, censé stimuler l'innovation et la concurrence.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit la numérisation du registre national des biens souterrains (NUAR), et l'obligation pour les propriétaires d'infrastructures souterraines d'enregistrer leurs biens, afin d'accélérer la construction dans les zones urbaines. Cette mesure rapportera environ 400 M£ par an et permettra de lutter contre les dommages accidentels qui coûtent chaque année 2,4 Mds£.

- **Faciliter la vie des citoyens en simplifiant les démarches administratives** : le gouvernement souhaite simplifier les procédures telles que la location d'un appartement, la recherche d'emploi, et rendre l'enregistrement des naissances et décès en ligne possible grâce à des moyens fiables de vérification de l'identité, certifiés par *L'Office for Digital Identities and Attributes* (OfDIA) du DSIT.

De plus, le projet de loi inclue des dispositions **pour faciliter l'accès aux données pour la recherche sur la sécurité en ligne**, afin de renforcer la lutte contre ces préjudices.

Enfin, en ce qui concerne la question de la **protection des données personnelles**, un enjeu particulièrement important au regard de la décision d'adéquation que rendra la Commission européenne en juin 2025, ce projet de loi comprend certaines modifications du régime britannique. Tout d'abord, les pouvoirs de l'autorité indépendante britannique pour la protection des données, l'*Information Commissioner's Office* (ICO), seront renforcés afin de garantir que les données personnelles des citoyens soient protégées par des standards exigeants. Le gouvernement promet que des garanties resteront en place pour suivre et contrôler la manière dont les données personnelles sont utilisées, mesures qui seront étayées par l'ICO.

De même, le projet de loi donnera au Royaume-Uni plus de flexibilité pour échanger des données avec d'autres pays et modifiera les motifs pour lesquels la prise de décision automatisée peut avoir lieu, tout en conservant des garanties essentielles telles que le droit de réviser ou de contester les décisions.

Les mesures considérées comme problématiques proposées par la législation précédente ont été retirées, notamment celles qui auraient permis aux entreprises de ne plus avoir à procéder à des évaluations d'impact sur la protection des données, ou à nommer des responsables de la protection des données.

Economie numérique et régulation

Le gouvernement britannique a créé le 'Regulatory Innovation Office', le Bureau de l'innovation réglementaire, pour accélérer la diffusion des innovations au R-U

Conformément à ses promesses de campagne, le gouvernement travailliste a [annoncé la création du Bureau de l'innovation réglementaire](#) (*Regulatory Innovation Office*), reprenant les fonctions existantes du '*Regulatory Horizons Council*' et du '*Regulators' Pioneer Fund*'. Ce nouvel organe intégré au DSIT aura pour mission de réduire les lourdeurs administratives et la charge des entreprises souhaitant commercialiser des produits innovants, et d'accélérer l'accès du public aux nouvelles technologies dans l'objectif de stimuler la croissance économique britannique.

Ainsi, le bureau sera chargé de mettre à jour les réglementations, de soutenir l'activité des régulateurs et leur collaboration, et d'accélérer les approbations de mise sur le marché des produits innovants (10 à 11 [demandes d'approbations auprès de différents régulateurs sont parfois nécessaires](#)).

Ce Bureau devra également informer le gouvernement des obstacles réglementaires à l'innovation, et encourager les régulateurs à s'aligner sur les priorités du gouvernement.

Dans ce cadre, 4 domaines ont été considérés comme prioritaires : l'ingénierie biologique et les biotechnologies, le secteur spatial, l'IA et le numérique dans les soins de santé, et enfin les véhicules autonomes. Ces technologies étant transversales, ce bureau permettra leur intégration plus rapide dans les cadres réglementaires existants pour accélérer leur mise sur le marché.

Le ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie a indiqué être à la recherche d'un président pour diriger le '*Regulatory Innovation Office*'.

Un groupe d'experts a été nommé par le gouvernement pour l'aider à mobiliser le potentiel des nouvelles technologies dans les services publics

Le gouvernement britannique vient de [nommer un groupe de 12 experts et universitaires du secteur du numérique](#), qui le conseillera dans la mise en œuvre de sa stratégie de mobilisation des nouvelles technologies pour améliorer les services publics. Cette initiative fait suite au renforcement du DSIT en tant que « centre numérique du gouvernement », chargé de stimuler l'innovation et renforcer les services publics en les rendant plus efficaces, fiables et accessibles grâce au potentiel du numérique et des données. Le groupe, coprésidé par Martha Lane Fox, fondatrice d'une start-up à succès, et par Paul Willmott, président du *Central Digital and Data Office*, aidera le gouvernement à mobiliser les nouvelles technologies pour réduire les listes d'attentes du NHS notamment. Ce groupe réuni également des experts du secteur tels que Poppy Gustafson, fondatrice de *Darktrace* et récemment nommée Secrétaire d'Etat aux investissements, ainsi que d'éminents défenseurs de l'inclusion numérique et des compétences, tels que le Dr Anne-Marie Imafidon.

Le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont signé un accord bilatéral sur la sécurité en ligne des enfants

La [Déclaration conjointe](#), approuvée par le Ministre britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Peter Kyle, et par la Ministre au Commerce américaine Gina Raimondo, prévoit une [coopération plus étroite entre le R-U et les Etats-Unis en matière de sécurité en ligne](#). Un groupe de travail conjoint sur la sécurité des enfants sera créé, et travaillera à la promotion d'une meilleure transparence des plateformes, et à l'évaluation des impacts et des risques du monde numérique sur les jeunes, y compris les nouvelles technologies telles que l'IA générative. Ce groupe permettra aussi d'établir un partage d'expertise sur les technologies de sécurité – le Royaume-Uni et les Etats-Unis étant à la pointe des efforts mondiaux sur ce sujet – à travers le développement de technologies telles que des aides pour que les plateformes puissent filtrer et bloquer les contenus préjudiciables et les publicités frauduleuses. Les deux Etats veilleront également à ce que des outils de sécurité soient intégrés dès le départ dans les appareils afin de créer des expériences en ligne plus sûres pour les utilisateurs, tout en soulignant que les sociétés doivent pouvoir bénéficier des avantages offerts par la technologie.

Le RU s'est récemment doté d'un cadre législatif en la matière, le *Online Safety Act*, tandis que cette question est traitée au sein d'un simple groupe de travail aux Etats-Unis, la '*Kids Online and Safety Taskforce*', et n'a pas fait l'objet d'une loi spécifique.

Le Royaume-Uni et l'ASEAN se sont réunis à Singapour dans le cadre du programme *i-Teams*, censé favoriser la commercialisation des innovations

Dans le cadre du programme *i-Teams* de l'ASIAN, une [session de partage des connaissances](#) a été organisée le 10 octobre autour du Comité de l'ASEAN sur la science, la technologie, et l'innovation, et de l'Ambassadeur du Royaume-Uni à Singapour. Cette réunion a permis de renforcer les relations entre le R-U et l'ASEAN et leur collaboration en matière de commercialisation des technologies. L'événement a réuni des experts, des représentants d'universités, des décideurs politiques et des représentants d'industries afin d'explorer des solutions pour mieux exploiter le potentiel commercial des innovations universitaires. Le R-U et l'ASEAN ont en effet tous deux pour objectif de se placer comme leaders dans le paysage mondial de l'innovation.

Le Royaume-Uni a participé à la réunion des ministres du numérique et de la technologie des pays du G7 en Italie

Les ministres du numérique et de la technologie des pays du G7 se sont à nouveau réunis en Italie le 15 octobre, dans l'objectif de poursuivre les engagements pris en mars dernier sur l'IA dans le secteur public. Ils ont salué les travaux du Pacte mondial sur le numérique, notamment son processus multipartite inclusif et transparent, et souhaitent poursuivre leur collaboration pour relever les défis et saisir les opportunités offertes par les technologies numériques, en veillant à ce qu'elles impactent positivement les sociétés.

La [déclaration commune](#) mentionne également le lancement de la boîte à outils pour l'intelligence artificielle dans le secteur public, élaborée avec le soutien de l'OCDE et de l'UNESCO, insiste sur la nécessité de travailler au déploiement des services publics en ligne, et encourage les Etats à se doter de solutions de reconnaissance d'identité numérique sûres et fiables. Cet agenda devrait être poursuivi sous présidence canadienne à partir de 2025.

Télécommunications et réseaux

Vodafone et Three ont répondu aux conclusions provisoires de l'Autorité de la concurrence britannique

Dans le cadre de son enquête sur la fusion *Vodafone / Three*, l'Autorité de la concurrence britannique (CMA) avait publié ses conclusions provisoires, affirmant que cette fusion soulevait des préoccupations en matière de concurrence et pourrait entraîner une hausse des prix pour les consommateurs. [S'opposant aux conclusions provisoires de la CMA](#), les deux entreprises du secteur des télécoms ont répondu aux arguments de l'Autorité en affirmant que cet accord serait favorable à la croissance, aux clients, et à la concurrence. Ce projet serait porteur de 11 Mds£ d'investissements et ne s'accompagnerait pas d'une augmentation des prix, conformément aux business plans transmis par les entreprises à l'Autorité de la concurrence. *Vodafone* et *Three* ont également indiqué vouloir travailler avec la *CMA* pour obtenir son [approbation](#), en répondant à ses interrogations et en lui démontrant que la société fusionnée réalisera pleinement l'investissement prévu dans le réseau. Les entreprises ont notamment proposé que l'*Ofcom* surveille de manière indépendante la réalisation de cet engagement, et se sont également engagées à proposer de nouveaux tarifs aux grossistes pour accéder à leur réseau, et des forfaits à des prix peu élevés (10£) pour les consommateurs les moins aisés. La décision finale de la *CMA* devrait être annoncée le 7 décembre prochain.

Données et intelligence artificielle

L'institut de la sécurité de l'IA britannique, l'*AI Safety Institute*, lance son premier programme de financement de la recherche sur la sécurité systémique de l'IA

Le 15 octobre dernier, l'*AI Safety Institute* (AISI) a annoncé le [lancement de son premier programme de recherche](#) apportant un soutien financier aux chercheurs travaillant sur les risques systémiques de l'IA tels que les « deepfakes », la désinformation et les cyber-attaques. Doté de 8,5 M£, ce [programme](#) soutiendra environ 20 projets pour sa première phase, et permettra aux chercheurs d'obtenir des subventions allant jusqu'à 200 000£, versées à partir de février 2025. L'objectif principal de ces aides est de renforcer la confiance du public dans l'intelligence artificielle, et de stimuler la recherche dans des secteurs cruciaux tels que les soins de santé et l'énergie. De même, la lutte contre la menace d'une défaillance inattendue des systèmes d'IA, dans le secteur financier notamment, fait partie des domaines de recherche prioritaires.

Fondé sur un partenariat entre l'*AISI*, le Conseil de recherche en ingénierie et en sciences physiques (*Engineering and Physical Sciences Research Council* – EPSRC) et *Innovate UK*, ce projet vise à placer le Royaume-Uni au cœur de la recherche mondiale sur le développement de l'IA responsable et de confiance.

Enfin, le communiqué évoque le projet de législation du nouveau gouvernement en matière d'intelligence artificielle, et annonce une législation ciblée pour les modèles d'IA les plus puissants, en promettant une approche proportionnée pour la régulation de cette technologie.

4 entreprises américaines investiront 6,3 Mds£ dans la construction de centres de données au Royaume-Uni

Dans le cadre du Sommet pour les Investissements Internationaux (*International Investment Summit*), 4 grandes entreprises technologiques américaines, *CyrusOne*, *ServiceNow*, *Cloud HQ* et *CoreWeave*, ont annoncé [investir au Royaume-Uni pour la construction de leurs centres de données](#). Ces nouveaux investissements d'un montant de 6,3 Mds£ viennent s'ajouter à d'autres investissements précédemment annoncés de la part d'entreprises telles qu'*Amazon Web Service* et *Blackstone*, et portent à un total de 25 Mds£ les investissements prévus au R-U pour la construction de centres de données depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes.

Ces annonces ont été saluées par le ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Peter Kyle, dont la stratégie est d'encourager la construction de ces infrastructures pour stimuler la croissance économique, l'emploi, et soutenir le développement de l'IA au R-U.

Ces investissements font notamment suite à la classification des centres de données comme 'infrastructure nationale critique', et témoignent de la volonté du nouveau gouvernement de travailler en étroite collaboration avec les entreprises privées du secteur technologique pour fournir au R-U la puissance de calcul et le stockage de données nécessaires pour le déploiement de cette technologie.

Open-AI s'est exprimé en faveur de l'adoption d'une régulation sur l'intelligence artificielle au Royaume-Uni

Lors de la conférence du parti travailliste, Brittany Smith, responsable de la politique britannique chez *Open-AI*, a déclaré que son entreprise [soutenait l'adoption d'une législation](#) sur les modèles d'IA générative au R-U. Cette régulation permettrait de contrôler les effets potentiellement négatifs des modèles sur la société et de renforcer la sécurité de l'IA, selon le représentant du géant américain. Il a également rappelé qu'*Open-AI* avait établi un « partenariat approfondi » avec l'*AI Safety Institute* britannique afin de fournir aux législateurs des informations sur la mise en place des bonnes pratiques en matière de sécurité de l'IA au sein d'*Open-AI*.

Les Prix Nobel de Physique et de Chimie ont été décernés à des chercheurs ayant développé des technologies mobilisées dans le domaine de l'intelligence artificielle

D'une part, les deux lauréats du [Prix Nobel de Physique](#) sont des chercheurs ayant utilisé la physique pour développer des outils aux fondements de l'apprentissage automatique (machine learning) et de l'intelligence artificielle. En effet, John Hopfield a créé une mémoire associative capable de stocker et de reconstruire des images et d'autres types de motifs dans les données, tandis que Geoffrey Hinton (chercheur britannique) a effectué des recherches sur les réseaux neuronaux permettant l'apprentissage automatique, utilisés pour le développement des LLM. D'autre part, le Britannique [Demis Hassabis](#), co-fondateur de Google DeepMind, a reçu le Prix Nobel de Chimie pour le logiciel AlphaFold, qui permet de prédire la structure des protéines grâce à l'IA.

Cybersécurité

Le gouvernement britannique précise les ambitions de son projet de loi sur la cybersécurité

Annoncé lors du Discours du Roi en juillet dernier, ce [projet de loi sur la cybersécurité](#) a pour objectif de mettre à jour la réglementation britannique en matière de cybersécurité qui n'a pas évolué depuis le Brexit, contrairement au cadre réglementaire européen. Dans un contexte d'intensification des attaques cyber, notamment contre le *NHS*, ce projet de loi renforcera les défenses cyber du R-U et garantira la sécurité des infrastructures critiques et des services numériques essentiels aux entreprises. Ainsi, la réglementation prévoit d'élargir le champ d'application de la loi actuelle pour protéger davantage les services numériques et les chaînes d'approvisionnement, de confier davantage de pouvoirs aux organismes de réglementation en matière d'enquête pour identifier les vulnérabilités potentielles, et de renforcer les exigences de rapport des cyberattaques pour une meilleure évaluation des menaces. Le texte devrait être présenté au Parlement en 2025.

L'opérateur public britannique de la plus grande décharge nucléaire d'Europe a été condamné pour des manquements en matière de cybersécurité

L'entreprise *Sellafield Ltd*, chargée de la gestion et du nettoyage du site de déchets nucléaires à Cumbria, a été condamné à une amende de 332 500£ pour des manquements graves en matière de cybersécurité. Devant le tribunal, elle a plaidé coupable de 3 infractions au règlement de 2013 sur la sécurité des industries nucléaires, et doit à présent payer 53 253£ de frais de justice, ainsi qu'une surtaxe de 190£. Cette condamnation fait suite à une enquête menée entre 2019 et 2023 par le Bureau de la régulation nucléaire (*Office for Nuclear Regulation* – ONR) sur la cybersécurité, qui a révélé des vulnérabilités qui auraient permis le piratage de données sensibles, et des manquements dans les contrôles de sécurité devant être effectués chaque année.

Spatial

Le Royaume-Uni et le Canada collaborent dans le domaine de la surveillance des satellites

Dans le cadre de la mission de veille spatiale (observation des satellites) du microsatellite Redwing dont le lancement est prévu en 2027, [le Royaume-Uni collaborera avec le Canada](#). La mission Redwing, dirigée par l'organisation scientifique et technologique du ministère de la défense nationale du Canada, a pour objectif de suivre des objets sur des orbites encombrées et effectuera des tâches en temps quasi réel en réponse à des événements spatiaux.

Par ailleurs, le satellite devra déployer un nanosatellite britannique plus petit nommé LISSA (*Little Innovator in Space Situational Awareness*), intégrant comme charge utile principale une caméra infrarouge à ondes courtes (SWIR) expérimentale du *Defence Science and Technology Laboratory* (Dstl, l'agence exécutive du ministère de la Défense du Royaume-Uni). Cette caméra servira à identifier des objets en orbite au-dessus du pôle Sud, où l'éblouissement dû à l'illumination de la calotte glaciaire de l'Antarctique limite les missions de veille spatiale et l'identification d'objets en orbite. Gemma Bagheri, responsable du programme de recherche et de développement spatial du Dstl, a souligné que cette collaboration avec le Canada leur permettra d'améliorer la caractérisation des objets et de maintenir la sécurité spatiale afin de protéger les intérêts mutuels britannique et canadien.

La station terrestre Gonhilly fournira des services de communication dans l'espace à l'Agence Spatiale Britannique

Lors du Congrès international d'astronautique de Milan, un [nouveau contrat](#) a été annoncé entre la station terrestre Goonhilly, l'Agence Spatiale Britannique, et d'autres partenaires internationaux. Dans un contexte d'augmentation du nombre de missions spatiales au-delà de l'orbite terrestre, la demande de services commerciaux de communication lunaires et dans l'espace lointain s'intensifie. Cela place le Royaume-Uni dans une position unique pour la fourniture de ces services, grâce à ses installations et fournisseurs expérimentés comme la station terrestre de Goonhilly. Ce nouvel accord permettra de développer les capacités britanniques existantes, de débloquent de nouveaux marchés, et de soutenir la croissance des activités de l'économie lunaire déjà en pleine expansion, dont le R-U bénéficiera en termes de contrats et d'emplois créés.

Le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande s'accordent sur un plan d'action pour les missions de retrait et d'entretien des satellites

Signé à l'occasion du Congrès international d'astronautique, cet [accord entre le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande](#) a pour objectif de soutenir les missions dans le domaine de l'entretien en orbite, de l'élimination des débris spatiaux, et du ravitaillement des satellites afin de prolonger leur durée de vie. Toutefois, ces missions complexes impliquent le déplacement d'engins à proximité les uns des autres, ce qui soulève des interrogations quant à l'application possible des règles et lignes directrices internationales. La Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni ont donc étudié les moyens de réduire les obstacles juridiques, politiques et réglementaires, ainsi que l'incertitude associée aux missions de rendez-vous et de proximité impliquant plusieurs Etats. Cet accord vise donc à démontrer que la coopération internationale dans ce domaine peut assurer le bon déroulement de ces missions, permettre une bonne répartition des responsabilités des pays impliqués, et rendre l'environnement spatial plus sûr et durable. Le R-U et la Nouvelle-Zélande espèrent que ces orientations et principes développés bilatéralement serviront de modèle pour d'autres initiatives à l'échelle internationale, et témoignent du leadership des deux Etats dans ce domaine.

Nouvelles technologies

L'industrie britannique des semi-conducteurs reçoit un nouveau soutien du gouvernement

Le 26 septembre dernier, le Secrétaire d'Etat à la Science Patrick Vallance a annoncé un [nouveau soutien public à l'industrie britannique des semi-conducteurs](#). Cette aide prévoit une enveloppe de 11,5 M£ pour soutenir 16 projets d'innovation de technologies essentielles, telles que des écrans de téléphone économes en énergie, des lasers chirurgicaux, et des technologies médicales plus efficaces. Fourni par le biais d'*Innovate UK*, ce soutien à l'industrie a pour objectif d'attirer les investissements internationaux, de stimuler la croissance économique et d'améliorer la vie quotidienne des citoyens britanniques. A terme, elle permettra également d'augmenter la production nationale de semi-conducteurs et de renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement.

Cette annonce s'inscrit à la suite de la parution d'un [rapport](#) évaluant l'industrie britannique des semi-conducteurs à 10 Mds£, et qui devrait atteindre 17 Mds d'ici à 2030.

En parallèle, le Secrétaire d'Etat à la Science Patrick Vallance a lancé le coup d'envoi d'un forum réunissant des acteurs du secteur au siège d'*ARM*, avant la réunion du groupe des points de contact du G7 sur les semi-conducteurs à Cambridge.

Le gouvernement britannique répond aux recommandations du *Regulatory Horizons Council* sur la réglementation des applications de la technologie quantique

A la suite de la publication de la Stratégie nationale quantique du Royaume-Uni en 2023, le DSIT a chargé le *Regulatory Horizons Council (RHC)* – un comité d'experts indépendant spécialisé sur les questions technologiques – d'examiner les besoins en matière de régulation des technologies quantiques afin de permettre au secteur de se développer et d'innover. Le *RHC* a rendu son [rapport](#) en février 2024, qui comprend des recommandations auxquelles vient de [répondre le gouvernement britannique](#). Ce dernier soutient la plupart des propositions du *RHC*, et convient qu'il est encore trop tôt pour établir des exigences réglementaires et une législation sur les technologies quantiques. Toutefois, le gouvernement souhaite s'engager dès à présent sur ce sujet, en lançant des forums de discussion transparents, en renforçant les compétences, la diffusion d'information, l'engagement réglementaire, et en orientant le développement du secteur par le biais de principes et d'une normalisation définis par l'industrie et les régulateurs sectoriels. A plus long terme, le gouvernement britannique souhaite identifier les lacunes de la réglementation existante et introduire des exigences proportionnées pour atténuer les risques potentiels de cette technologie.

Ecosystème tech

Quantum Exponential se retire du marché boursier

Le groupe *Quantum Exponential* soutenant des entreprises en phase de démarrage qui développent des technologies d'informatique quantique a annoncé que [la négociation de ses actions cessera officiellement à la clôture des marchés le 30 octobre](#). Si son introduction sur le segment boursier 'Acquis Exchange' en 2021 lui a permis de lever un peu plus de 5 millions de livres, l'amenant à soutenir des startups telles qu'*AegiQ*, *QLM Technology*, *Oxford Quantum Circuits*, et *Universal Quantum*, l'entreprise a enregistré de lourdes pertes pour l'exercice de 2023. La valeur de ses actifs ayant chuté d'un tiers, passant de 5,7 à 3,8 M£, *Quantum Exponential* a décidé de cesser la négociation de ses actions en octobre.

Meta s'associe aux banques britanniques pour lutter contre la fraude en ligne

Meta, signataire de la charte sur la fraude en ligne, lance un [partenariat de partage de données avec les banques britanniques](#) dans le but de prévenir la fraude « APP » (*Authorised push payments*). Un système d'échange réciproque permettra aux banques de partager des renseignements sur les transactions afin que Meta puisse identifier les escrocs à l'origine des fraudes. Ce partenariat s'explique notamment par le fait que la plupart des fraudes proviennent de fausses annonces sur les plateformes des réseaux sociaux, notamment *Facebook* et *Instagram*. Cela renforce la responsabilité du groupe Meta dans la lutte contre la fraude, bien que le groupe pointe également du doigt les fournisseurs de publicité en ligne.

Par ailleurs, en vertu de l'*Online Safety Act*, les entreprises technologiques sont tenues de retirer les publicités frauduleuses, et s'exposent à des amendes de l'*Ofcom* en cas de non-respect de cette législation. Si les entreprises technologiques ont mis en place des initiatives en la matière, les cas de fraude par APP a augmenté de 12% en 2023, rendant nécessaire une mobilisation plus forte des plateformes.

De plus, cette annonce a été effectuée dans un contexte où les [règles de remboursement ont été modifiées depuis le 7 octobre](#) ; les prestataires de paiement sont à présent responsables des pertes liées à la fraude APP, et se voient dans l'obligation de rembourser les victimes. Le directeur général du [Régulateur britannique des paiements \(Payment Systems Regulator\) David Geale](#) a affirmé que les groupes technologiques devaient aussi prendre leur part à l'indemnisation des victimes, évoquant l'introduction d'une taxe pour qu'elles participent aux remboursements de ces escroqueries.

Meta AI, un concurrent de ChatGPT, a été lancé au Royaume-Uni

Meta a [lancé son modèle d'IA générative sur le territoire britannique, Meta AI](#), un concurrent direct de ChatGPT d'*Open-AI*. Ce produit est entièrement gratuit, à l'inverse de ChatGPT, et permet à ses utilisateurs de poser des questions ; en réponse, *Meta AI* génère diverses formes de communication écrite et visuelle. *Meta AI* est accessible via les plateformes existantes de sa société mère, soit à travers *Facebook*, *Instagram*, *WhatsApp* et *Messenger*, mais aussi via les lunettes intelligentes *Ray-Ban*. Cet outil est disponible depuis le 9 octobre dans 43 pays, et dans une douzaine de langues. Meta AI n'est pas disponible en France ni dans le reste de l'Union européenne, en raison des législations européennes considérées comme trop contraignantes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtrésor.gouv.fr, karine.maillard@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard
Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr